

## 34. LE LIBAN

### Contexte

En février 1984, le président du Liban, M. Gemayel, a abrogé l'accord conclu en mai 1983 avec Israël, accord qui avait autorisé ce dernier pays à maintenir des forces de sécurité dans le sud du Liban. Plus tard au printemps de 1984, toutes les troupes des contingents américain, britannique et italien de la Force multinationale ont quitté Beyrouth. Le retrait unilatéral des Israéliens, au début de 1985, a clairement fait basculer le pouvoir en faveur de la Syrie et de la collectivité chiite au Liban. Vers le milieu de 1987, cependant, les parties ne s'étaient toujours pas entendues sur les réformes nécessaires pour mettre un terme à la guerre qui durait depuis douze ans.

Bien qu'Israël ait achevé de retirer ses troupes du sud du Liban en juillet 1985, les forces israéliennes y ont maintenu une "zone de sécurité" où leurs effectifs secondent l'Armée du Liban du sud. Israël a ainsi conservé un droit d'intervention au Liban, droit qu'il a exercé à plusieurs reprises, en bombardant des camps palestiniens dans le sud et le nord du Liban, surtout à partir de juillet 1986.

À la fin de septembre 1986, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté une résolution qui exigeait le retrait complet des troupes israéliennes du Liban.

Dans la ville de Tyr, des centaines de manifestants ont exprimé leur appui à l'endroit de la Force intérimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL), tout en dénonçant les attaques perpétrées contre elle. Cette force avait été créée en 1978 pour surveiller le retrait des forces israéliennes, restaurer la paix et la sécurité, et aider le gouvernement du Liban à rétablir son autorité dans le sud du pays.

Des affrontements particulièrement violents se sont produits au mois d'octobre 1986 entre les Palestiniens et la milice musulmane chiite Amal